

ECONOMIE

Offshoring

Produits financiers, les relais de croissance

• Création de CFC, un atout majeur

• 20 milliards de chiffre d'affaires prévisionnel en 2015

• 100.000 emplois à créer en 5 ans

20 milliards de DH. C'est le chiffre d'affaires que devrait générer l'offshoring au Maroc à l'horizon 2015. Un secteur identifié en tant que moteur de croissance de l'économie puisque le pays ambitionne de créer 100.000 emplois en 5 ans. C'est ce qui ressort de l'étude menée par la Direction des études et des prévisions financières, relevant du ministère de l'Économie et des Finances sur le secteur de l'offshoring au Maroc, en particulier l'externalisation des marchés financiers. Concrètement, depuis le lancement de l'offre, le site Maroc a amélioré le



L'activité des services financiers délocalisés est toujours à ses débuts au Maroc. En effet, elle est identifiée parmi les activités offshoring à fort potentiel de développement par le programme Emergence (Ph. Jorf)

positionnement de son offshoring et en se frayant une place au Top 30 des destinations Offshore. Le secteur emploie actuellement

plus de 30.000 personnes. Sur le terrain, l'offre Maroc pour les métiers BPO, notamment pour l'activité des services financiers, a été renforcée avec l'adoption de la loi n°08-09 relative à la protection des données personnelles. Un avantage compétitif par rapport aux concurrents (Tunisie, Roumanie, Inde...). S'y ajoute la mise en place des P2L

En revanche, l'offre marocaine sur les services financiers pâtit des déficits en formation. Une composante dite stratégique pour son développement. Le Maroc souffre en effet d'une capacité de formation insuffisante puisqu'il ne produit que 1,43 ingénieur pour 10.000 habitants face à des concurrents tunisiens et européens de l'Est qui en forment respectivement 2,5 et 6 pour 10.000 habitants, fait ressortir l'étude. N'empêche que le Maroc a déployé un plan national pour la formation de 10.000 ingénieurs. Ceci étant, il devra multiplier ses compétences qualifiées afin de faire face à la concurrence. Une concurrence menée principalement par les pays de l'Est sur le marché francophone et par l'Inde sur le marché anglophone.

L'étude précise que d'autres menaces doivent être prises en compte. «Il s'agit notamment et principalement de l'inflation salariale dans l'hypothèse d'un manque grandissant de profils requis pour le développement du secteur. Ce qui risquerait

Chaque jour, entretenir la flamme de l'espoir.

